

Depuis de nombreuses années les services publics en général et l'éducation en particulier sont remis en cause, attaqués et soumis à des régimes de plus en plus austéritaires. Ces attaques, entreprises par l'idéologie et les nombreux gouvernements ultra-libéraux, s'appuient sur les crises que leurs politiques ont elles-même engendré (crise économique de 2008 par exemple). La crise sanitaire que nous subissons depuis deux ans n'y déroge pas et les choix qui s'annoncent pour cette rentrée semblent dans la droite lignée des précédentes...

Il est cependant à noter que cette pandémie a pu agir comme révélateur : les gens ont ainsi pu constater l'état catastrophique de l'hôpital public et il est apparu clairement que les travailleur·euses en première ligne (celles et ceux qui font tourner la société) n'étaient pas les managers et les traders, mais les prolétaires qu'on avait cherché à invisibiliser depuis tant de temps. Pour sa survie et celle du système capitaliste qu'il défend, Macron fut obligé de « lâcher la bride » en ouvrant la parenthèse du « quoi qu'il en coûte » : l'argent « magique » qui n'existait pas depuis tant d'années pour les services public put ainsi ruisseler sur les entreprises ! De l'argent il y en a mais il faut imposer une répartition des richesses !

Les choses paraissent donc plus claires mais il faut désormais agir et prendre conscience que dans cette société, seul le rapport de force compte. La cure continue dans le monde de l'éducation avec toujours la même constante : faire toujours plus avec toujours moins ! **Pour répondre à ce dogme, le ministre avance sans cesse ses pions et poursuit son délire managérial : transformation du rôle du directeur d'école primaire en supérieur hiérarchique, auto-évaluation des établissements du secondaire...**

Actuellement l'Éducation prioritaire, laboratoire managérial, expérimente des formes de gestion qui pourraient rapidement se généraliser : postes à profils, contractualisation de moyens suivant la validation de projets d'établissements en REP, part modulable de la prime REP+ attribuée suivant des objectifs fixés par la hiérarchie...

Malgré cette crise sans précédent et l'état de fatigue et de lassitude extrême des personnel, il est toujours hors de question de créer des postes à hauteur des besoins et d'augmenter de manière générale les salaires ! Le point d'indice est gelé depuis des années et la dite « revalorisation » présentée par Blanquer n'est qu'une vaste mascarade qui touchera une minorité de collègues ! En ce qui concerne les élèves, grandes victimes de cette crise, le ministère poursuit sa politique d'« évaluationnisme » aiguë dès le plus jeune âge jusqu'au bac : l'école émancipatrice est tellement loin... **Et comme si cela ne suffisait pas le ministère poursuit sa croisade idéologique contre les pauvres et les dominé·es :** sous prétexte de campagne pour promouvoir la laïcité il met en scène une série de clichés racistes et colonialistes. La guerre aux pauvres se poursuit également dans la communication lorsque Blanquer évoque l'allocation de rentrée scolaire : la macronie n'hésitant pas à jeter la suspicion sur les allocataires susceptibles de se servir de cet argent pour s'équiper d'écran plats. Sous Macron, la bourgeoisie n'a vraiment plus aucune limite ! Cette coterie, pourtant si minoritaire a vraiment pris la confiance : il est temps que cela cesse !

Il est donc indispensable d'agir et de sortir de cette crise par la lutte ! Le 23 septembre devra être le premier acte qui permettra par la suite de construire la grève pour le service public mais également pour l'ensemble des salarié·es, les prolétaires qui ont payé le prix fort et pris tous les risques ces derniers mois !



Pour ce plan d'urgence dans l'éducation, la CNT-SO revendique :

- baisse des effectifs par classe et établissement
- ouverture d'écoles et d'établissements scolaires
- hausse des salaires de l'ensemble des personnels
- embauche de personnels : ouverture de concours et de formations, créations de postes de titulaires, d'enseignant·e s, psy EN, infirmier·ères, assistant·es de service social, agent·es administratif·ives
- fin des statuts précaires par la titularisation. Création d'un nouveau corps de la fonction publique en rapport avec les missions de vie scolaire et d'aide aux élèves en situation de handicap
- retour à un statut d'étudiant·e-surveillant·e permettant de poursuivre ses études
- mise en place d'une véritable médecine du travail avec embauche de médecins fonctionnaires
- augmentation de l'équipement informatique des établissements et équipement des personnels en cas de télétravail
- maintien et renforcement de l'éducation prioritaire, en intégrant les lycées : donnons plus à ceux qui en ont le plus besoin
- abandon des « réformes » des retraites, de la fonction publique et de l'assurance-chômage

[Le lien vers le dossier rentrée de la CNT-SO, ici !](#)